

Union Européenne / Méditerranée

Notre objectif :

Les socialistes européens souhaitent faire du partenariat euro-méditerranéen l'une des priorités de la politique extérieure de l'Union. Cela doit passer par la relance du processus de Barcelone, cadre politique de nos relations qui depuis 1995 organise le partenariat euro-méditerranéen autour de trois piliers : politique, économique et culturel et humain.

Qu'avons-nous obtenu ? / Ou en sommes nous ?

- Nous nous sommes opposés au projet d'Union pour la Méditerranée (UPM) de Nicolas Sarkozy tel que présenté dans sa mouture initiale, car cette initiative franco-française excluait tous les pays européens non riverains de la Méditerranée.
- Nous nous sommes également battus contre le projet de la Commission européenne d'imposer une zone de libre-échange entre l'Europe et les pays méditerranéens dès 2010, alors que leurs économies sont encore trop fragiles.
- Enfin, parce que la stabilité politique de la région est l'une de nos priorités, nous avons fait repousser le vote au Parlement sur le rehaussement des relations entre l'UE et Israël. Aussi longtemps que la situation demeurera aussi critique, le Groupe PSE maintiendra sa position négative concernant le vote de l'avis conforme sur une participation accrue d'Israël aux programmes CE. Plus largement, nous considérons que tout rehaussement des relations politiques entre l'Union Européenne et Israël doit être strictement conditionné par le respect du droit humanitaire international, par un réel engagement en faveur d'un établissement complet de la paix, par la fin de la crise humanitaire à Gaza et dans les territoires palestiniens occupés, et par le respect d'une mise en place complète de l'accord d'association intérimaire entre la CE et l'OLP.

Ce qu'a fait la droite / exemples, votes clés :

- Elle a soutenu le projet d'Union pour la Méditerranée de Nicolas Sarkozy, alors que cette initiative aux contours flous représente surtout une charge institutionnelle supplémentaire, d'ailleurs totalement inefficace puisque toutes ses réunions sont bloquées depuis l'intervention militaire israélienne à Gaza. Parmi les 6 projets initialement proposés par l'UPM (dépollution de la Méditerranée, autoroutes de la mer et autoroutes terrestres, protection civile, plan solaire méditerranéen, enseignement supérieur et recherche, initiative méditerranéenne de développement des entreprises) seul celui de création d'une université euro-méditerranéenne a vu le jour. Et ne trouvant pas d'investisseurs privés pour financer les autres initiatives, Nicolas Sarkozy leur a finalement proposé un nouveau projet : la construction d'un pipeline entre l'Algérie et l'Espagne! Une illustration claire de la vision mercantiliste de la droite européenne qui ne voit le partenariat euro-méditerranéen que sous son angle commercial, au mépris des objectifs de développement ou de promotion des droits de l'Homme.

Ce que nous proposons :

- Relancer le partenariat UE / Méditerranée dans l'objectif de créer une communauté de valeurs, d'intérêts et de destins, en rupture avec la logique sécuritaire de la droite européenne.
- Créer un réel leadership au partenariat euro-méditerranéen, avec la mise en place d'une instance exécutive.
- Renforcer le dialogue politique autour de l'Assemblée parlementaire euro-méditerranéenne.
- Créer une Banque de développement euro-méditerranéenne.
- Lancer un agenda de coopération économique régionale et sous-régionale pour résorber les disparités sociales et économiques entre les deux rives et ancrer la région dans l'économie mondiale.
- Afficher une véritable politique de démocratisation et de promotion des droits de l'Homme au moyen d'un soutien visible aux sociétés civiles et aux formations politiques démocratiques de la rive Sud.